

## PROGRAMME USAID/OFDA - IBRI

### RAPPORT D'EVALUATION Finale



Janvier, 2016

## Sigles et Acronymes

<b>BRI</b>	Initiative pour la reprise du Brakna
<b>CECI</b>	Communauté d'Épargne et de Crédit Interne (SILC)
<b>CFW</b>	Cash for work
<b>CRS</b>	Catholic Relief Services
<b>CT</b>	Cash Transfert
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>IBRI</b>	Initiative Intégrée pour la Reprise du Brakna
<b>OFDA</b>	Bureau d'Aide au Désastre Etranger
<b>OS</b>	Objectif Stratégique
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>RI</b>	Résultats Intermédiaire
<b>SILC</b>	Saving Internal and lending Community
<b>TAC</b>	Technique d'Agriculture de Conservation
<b>TASPR</b>	Techniques Améliorées de Stockage Post-récolte
<b>TCEPR</b>	Techniques de Conduite d'Élevage de Petit Ruminants
<b>USAID</b>	Agence Américaine pour le Développement International

## Sommaire

Sigles et Acronymes .....	1
Sommaire .....	2
Liste des figures.....	3
I.Contexte et aperçu du programme .....	4
II. Justification.....	6
III. Objectif de l'évaluation finale .....	6
IV. Methodologie .....	8
5.1. Echantillonnage .....	8
5.2. Organisation et déroulement de l'évaluation.....	8
VI. Résultats .....	10
5.1. Enquêtes quantitatives. ....	10
5.1.1. OS 1: Les ménages vulnérables dans les zones agro-pastorales de la région du Brakna Sud ont amélioré leur agriculture de subsistance.....	10
5.1.1.1. RI.1.1.Les ménages très vulnérables ont adopté des techniques d'élevage de petits ruminants .	10
5.1.1.2. RI 1.2 ménages utilisent des intrants et des techniques agricoles améliorées .....	13
5.1.1.2.1. Les techniques d'agriculture de conservation (TAC).....	13
5.1.1.2.2. Les Techniques Ameliorees de Stockages Poste-recoltes (TASPR).....	15
5.1.2. OS 1: Les ménages vulnérables ont augmenté leurs actifs financiers .....	18
5.1.2.1. Couverture des besoins alimentaires .....	18
5.1.2.2. Restauration des moyens de subsistance .....	19
5.1.2.3. Stratégies de survie.....	20
5.1.3. Conclusion partielle.....	21
5.2. Considerations qualitatives.....	22

## Liste des figures

Figure 1: Pourcentage des personnes connaissant au moins 3 TCEPR .....	11
Figure 2: Niveau de pratique des différentes TCEPR.....	12
Figure 3: Pourcentage des personnes connaissant au moins 3 TAC .....	13
Figure 4: Niveau de pratiques des différentes TAC.....	14
Figure 5: Pourcentage des personnes connaissant au moins 3 TASP.....	15
Figure 6: Niveaux de pratiques des différentes TASP.....	16
Figure 7: Niveaux des connaissances et pratiques par commune .....	17
Figure 8: Evolution des connaissances et pratiques à Aéré Mbar .....	18
Figure 9 : Répartition des ménages selon la durée du déficit vivrier.....	19
Figure 10: Evolution de la pratique des différentes stratégies de survie.....	20

## **I. Contexte et aperçu du programme**

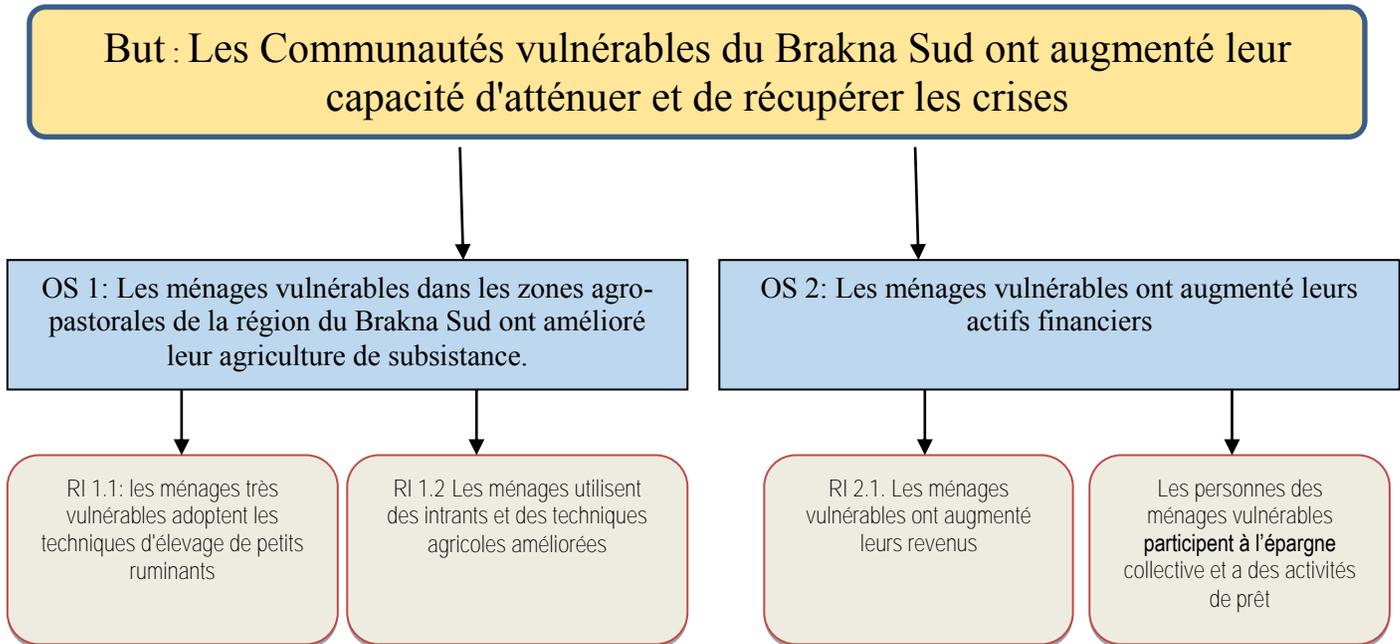
La Mauritanie fait partie des pays les moins développés souffrant d'un déficit vivrier dans le monde ; elle est classée 155<sup>ème</sup> sur 186 sur l'Indice de développement humain 2013 du PNUD. Selon la Revue humanitaire du 30 janvier 2014 publiée par le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), 42% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté et 470 000 personnes étaient menacées d'insécurité alimentaire.

Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), 700 000 Mauritaniens étaient ainsi menacés par l'insécurité alimentaire et une crise de malnutrition.

Aggravés par les quantités de précipitations insuffisantes en 2012, les effets de la crise de 2011 se sentent surtout par les familles vulnérables et très vulnérables qui enregistrent des niveaux encore élevés de la dette qu'ils ont contractée l'année précédente.

Catholic Relief Services (CRS Sénégal) met en œuvre le programme de l'Initiative intégrée pour le redressement de Brakna (IRBI) qui cible les personnes vulnérables et très vulnérables dans la région de Brakna Sud, une région souvent en proie à l'insécurité alimentaire. CRS Sénégal travaille avec Caritas Mauritanie, en étroite collaboration avec la Commission de la sécurité alimentaire du Gouvernement de la Mauritanie (GdM) et propose une approche qui s'appuie sur les appréciations des bénéficiaires et les meilleures pratiques réalisées grâce à l'Initiative pour le redressement du Brakna (IRB toujours financée par l'USAID/OFDA en 2012/2013). IRBI vise à restaurer les moyens de subsistance de 5 000 ménages dont les anciens bénéficiaires de BRI. IRBI couvre une période de 18 mois (mai 2014 - octobre 2015) et ces interventions devront permettre de stabiliser et de diversifier les biens courants, tout en renforçant les capacités des bénéficiaires à répondre aux futurs chocs et urgences par : 1) l'amélioration de la production agricole 2) la restauration des moyens de subsistance et 3) la reprise économique/système de marche.

✓ **Diagramme de résultats du programme**



✓ **Cible**

IBRI cible 5000 ménages vulnérables (dont 800 très vulnérables) dans 64 villages des communes d'Aère Mbar, Debay Hijaj, Niabina, Elvor et Bagobine.

✓ **Stratégies d'intervention**

Le programme procède par CFW, CT, Foires aux semences et aux matériels agricoles, Foires aux petits ruminants, Saving Internal and Lending Community (SILC)/Communautés d'Épargnes et de Credits Internes (CECI), Formation des communautés (techniques agricole, stockage des produits de récolte, fertilisation des sols, santé animale...etc.)

## **II. Justification**

Le projet IBRI arrive à terme après 18 mois de mise en œuvre en vue d'atteindre les résultats qui lui ont été assignées. Une étude de base menée au début du projet a permis d'établir une situation de référence de la zone d'intervention par rapport aux différents indicateurs de performances fixés. Une revue a mis parcours a été effectuée pour mesurer les progrès réalisés, avoir une appréciation par les populations et les autorités du processus d'exécution et des changements observés mais aussi formuler des recommandations pouvant permettre d'améliorer la mise en œuvre et de permettre d'atteindre les résultats attendus.

Au terme du processus, il est important pour les acteurs de mesurer objectivement les résultats obtenus pour évaluer les performances de l'intervention. L'évaluation finale permettra aussi de tirer les enseignements de l'expérience qui seraient nécessairement un apport de taille pour ce qui est de la maîtrise des aspects socio-économiques de CRS dans la zone. Cet apprentissage revêt une importance capitale pour ce qui est de la conception de futurs programmes dans la zone tenant compte des besoins réels et des considérations culturelles et socio-économiques.

## **III. Objectif de l'évaluation finale**

Globalement, cette évaluation vise à mesurer le niveau d'atteinte des cibles du projet, d'apprécier les succès les défis sur le processus de mise en œuvre et les changements observés, d'analyser la pertinence, l'efficacité et l'efficacité des activités du projet, mais aussi de tirer les principaux enseignements de l'intervention et formuler des recommandations pratiques pour guider la conception de de futurs de programmes.

Plus spécifiquement, cette évaluation finale doit permettre de :

- Mesurer le niveau d'atteinte des différents indicateurs du programme
- Avoir le point de vue des communautés et des autorités locales et admiratives sur le déroulement du programme et les changements positifs et négatifs induits ;
- Apprécier la qualité de la coordination entre les partenaires de mise en œuvre et les autorités administratives et locales ;
- Apprécier les succès et les défis sur l'organisation et le déroulement des foires et des distributions du cash ;

- Apprécier le niveau de connaissances, de pratiques ainsi que les succès et les défis liés aux techniques d'agriculture de conservation ; de conduite d'élevage de petits ruminants, et de stockage des produits agricoles ;
- Apprécier la pertinence et les facteurs liés à l'introduction des nouvelles techniques agricoles (Keyhole, Trou de zai ect..),
- Apprécier le niveau de couverture des besoins alimentaires ;
- Avoir une idée sur l'utilisation faites des vivres et de l'argent reçu par les ménages
- Apprécier le niveau de satisfaction des bénéficiaires ;
- Cerner les perceptions socio-culturelle de la stratégie du cash transferts ;
- Appréhender le processus de prise de décision dans les ménages pour ce qui est de l'utilisation et la gestion des ressources ;
- Apprécier le niveau de fonctionnement, d'intégration et d'appropriation des groupes SILC
- Analyser la valeur ajoutée des outils de redevabilité
- Identifier les bonnes pratiques et les leçons apprises.
- Apprécier la durabilité des résultats atteints

## **IV. Methodologie**

L'évaluation s'est déroulée en deux phases : une partie quantitative à travers des enquêtes individuelles à l'endroit des chefs de ménage et une partie qualitative à travers des focus groupes communautaires et des entretiens individuels avec les autorités locales et administratives mais aussi avec le partenaire de mise en œuvre.

### **5.1. Echantillonnage**

La méthode d'échantillonnage aléatoire simple à deux (2) degrés a été utilisée pour les enquêtes quantitatives.

Avec une population mère de 5000 bénéficiaires directs et un intervalle de confiance de 95%, la taille de l'échantillon est de 375 ménages repartis selon la taille de chacun des 16 villages ressortis par un tirage aléatoire au premier degré et représentant 25% des villages ciblés.

Pour chaque village, le choix des répondants se fait sur place avec l'appui du chef de village et selon les disponibilités des bénéficiaires.

Pour les focus groupes, 4 villages ont été choisis de manière raisonnée avec comme critères l'ethnie et l'ancienneté dans la cible du programme (village BRI ou IBRI).<sup>1</sup>

### **5.2. Organisation et déroulement de l'évaluation**

La partie quantitative a été coordonnée par le responsable MEAL du projet en parfaite collaboration avec le coordinateur adjoint de Caritas. Ce dernier a bien veillé aux aspects administratifs et à la gestion de la logistique ainsi que l'information des relais et des chefs de villages. Neuf (9) enquêteurs ont été recrutés et orientés sur le questionnaire et l'utilisation des iPads pour la collecte le 21/12/2016. Puis le questionnaire est testé les mêmes jours au village d'Aéré Mbar avant d'être administré dans les 15 villages restants du 22 au 25/12/2015.

Les focus groupes se sont déroulés simultanément dans les villages d'El menza, Bolol Doggo, Ndiawaldi Mango et Saada. Ils ont été facilités par le Conseiller Régional du MEAL/WARO sous la présence des chefs de village et des relais communautaires. Un guide d'entretien a été élaboré au préalable pour orienter les discussions.

---

<sup>1</sup> Parmi les 4 villages 2 sont nouveaux et deux autres sont des villages BRI; deux sont Peulh et les deux autres sont Hassanya

En même temps, des entretiens ont eu lieu avec les Maires de Aéré Mbar et d'El vor  
Par la suite, deux questionnaires complémentaires ont été administrés respectivement à 30 Master Farmers et aux membres de 30 membres de quelques groupes SILC pour recueillir des informations spécifiques complémentaires.

## **VI. Résultats**

La présentation des résultats met l'accent sur la comparaison des performances actuelles à celles de la situation de référence. Cette situation de référence correspond à l'étude de base dans les nouveaux villages tandis que pour les anciens villages, elle correspond à l'évaluation finale du projet BRI. La combinaison des résultats de ces deux études (étude de base et évaluation finale de BRI) génère les données de base générales représentant des valeurs moyenne pondérées qui prennent en considération les situations de référence dans les deux composantes de la cible du projet.

### **5.1. Enquêtes quantitatives.**

64 % des ménages enquêtés sont Halpoular et 36 % sont Hassanya. 39% d'entre eux sont dirigés par des femmes.

#### **5.1.1. OS 1: Les ménages vulnérables dans les zones agro-pastorales de la région du Brakna Sud ont amélioré leur agriculture de subsistance.**

##### **5.1.1.1. RI.1.1. Les ménages très vulnérables ont adopté des techniques d'élevage de petits ruminants**

73% des répondants connaissent au moins trois (3) techniques de conduite d'élevage de petits ruminants (TCEPR). Ceci correspond à une bonne performance par rapport à la donnée de base (55%). Une analyse plus approfondie montre que cette performance à mi-parcours correspond à une importante hausse par rapport à la donnée de base spécifique aux nouveaux villages (34%). Toutefois, elle reste globalement équivalente au niveau des connaissances dans les anciens villages à la fin du Brakna Recovery Initiative (76%). Globalement, un niveau de performance de 180% a été enregistré sur cet indicateur. Cf. figure 1.

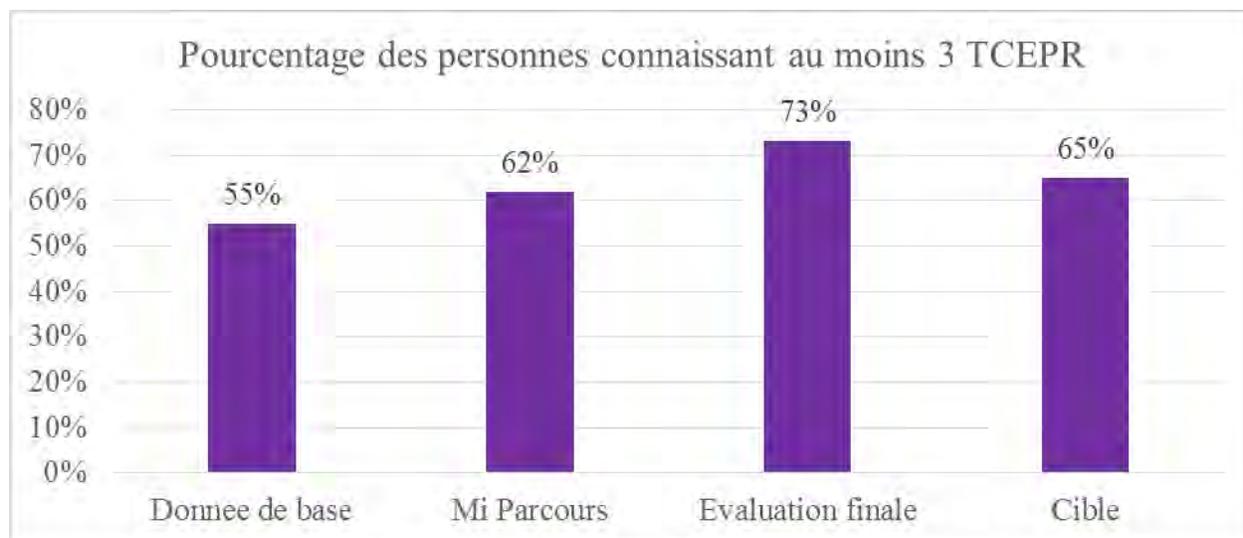
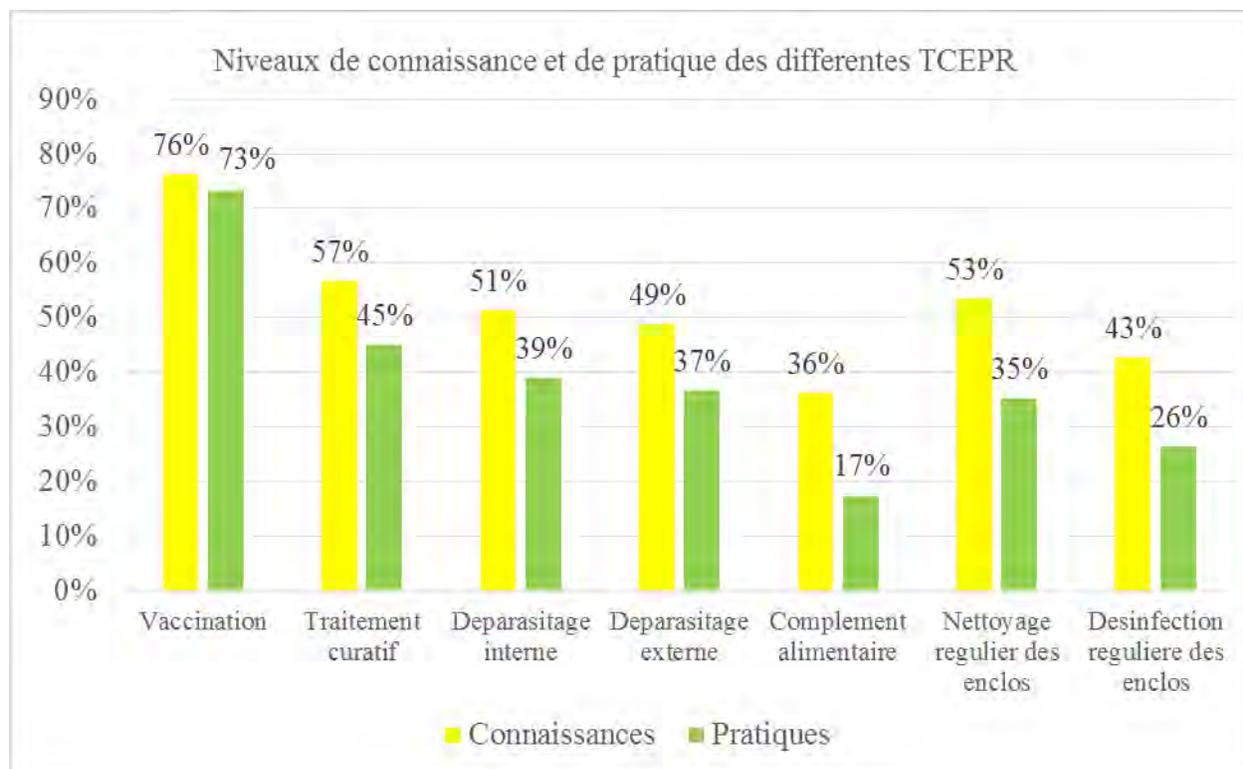


Figure 1: Pourcentage des personnes connaissant au moins 3 TCEPR

Les techniques de conduites d'élevage de petits ruminants les plus connues par les répondants sont la vaccination, le traitement curatif, le nettoyage régulier des habitats et les deux formes de déparasitage ; voir figure 2. Selon le technicien vétérinaire ayant accompagné le staff dans la stratégie des foires aux petits ruminants, le déparasitage constitue dans la zone une mesure sanitaire de grande portée compte tenu des multiples risques d'infections auxquels les animaux sont exposés. Toutefois de telles pratiques restent peu adoptées dans les exploitations agricoles familiales reconnues par leur forme de conduites plutôt traditionnelles. Cependant, à cette phase finale du programme, le pourcentage de personnes des ménages connaissant le déparasitage externe est passé de 31 à 49 % ; pour ce qui est du déparasitage interne, le taux est passé de 39 à 51%.

Ceci correspond à une bonne amélioration des connaissances pastorales au sein des communautés.



**Figure 2: Niveau de pratique des différentes TCEPR**

Par ailleurs, 48% des bénéficiaires affirment qu'ils pratiquent au moins trois (3) TCEPR.

Force est de constater que depuis la période à mi-parcours et comme nous le montre la fig, les niveaux de pratique suivent la même variation que les niveaux de connaissance des différentes TCEPR recensées.

Ce lien entre les niveaux des connaissances et des pratiques illustre toute la pertinence de la stratégie de renforcement des capacités adoptée (Voir Document de capitalisation du programme).

### 5.1.1.2. RI 1.2 ménages utilisent des intrants et des techniques agricoles améliorées

#### 5.1.1.2.1. Les techniques d'agriculture de conservation (TAC)

Il ressort que le pourcentage des bénéficiaires qui connaissent au moins trois (3) techniques d'agriculture de conservation (TAC) est passé de 44 à 69% entre la situation de référence et la phase finale. Cette performance globale correspond à une très grande hausse dans les nouveaux villages où le taux de référence était de 10% tandis que pour les anciens villages, elle correspond à une légèrement régression de 9%. Cf. figure 3.

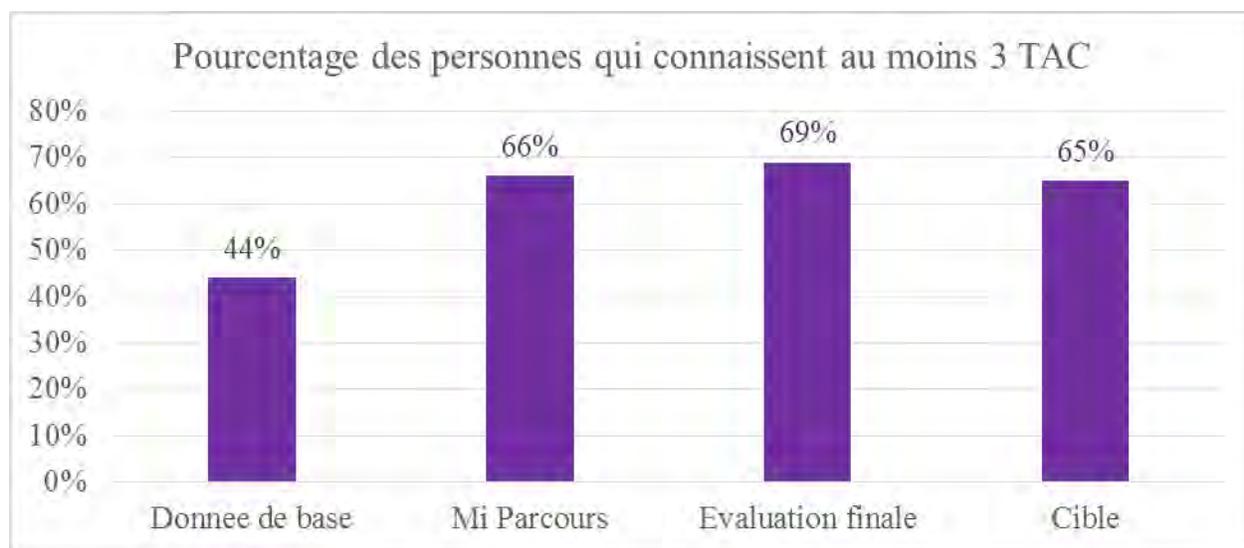
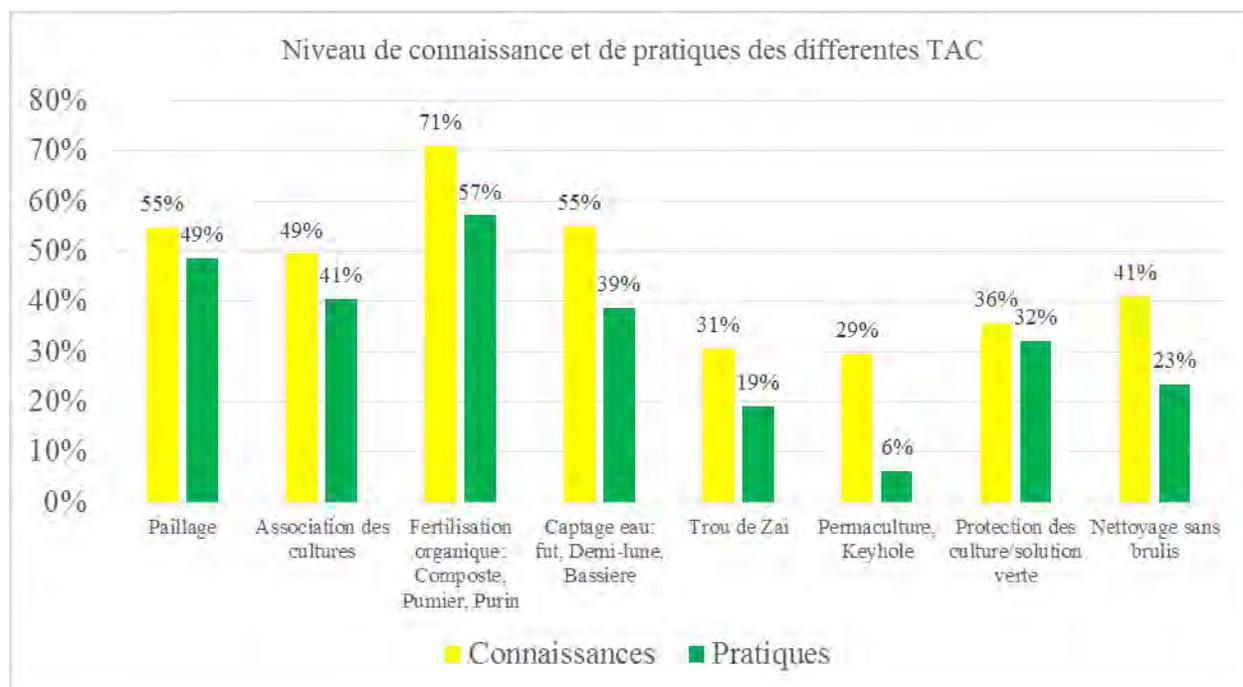


Figure 3: Pourcentage des personnes connaissant au moins 3 TAC

Comme le montre la figure 4, les TAC les plus connues restent la fertilisation organique (usage du compost, purin et/ou fumier), le captage des eaux de ruissellement (Demi-lunes, baissière et/ou fut), le paillage et les associations culturales. Cependant, un bon niveau de connaissance a été relevé pour l'ensemble des techniques enseignées. Une performance de 119% est enregistrée sur l'indicateur. Cette performance s'explique par l'accent mis sur le recyclage des Thèmes tout au long du cycle du projet.



**Figure 4: Niveau de pratiques des différentes TAC**

Par ailleurs, 50% des personnes des ménages appliquent au moins trois (3) TAC. Le faible niveau de pratique de la permaculture/Keyhole s'explique par une non prise en considération de cet aspect dans la stratégie adoptée pour la seconde phase de l'intervention. Cependant globalement le niveau de connaissance et de pratique des différentes TAC reste satisfaisants et les techniques nouvelles (Demi-lunes, paillages, compostage, purin...) sont très bien connues et appliquées par les communautés (Voir figure 4). Toutefois, les conditions climatiques ont été très défavorables pour leur permettre d'en tirer grand profit. En effet la faible pluviométrie a débouché sur une rareté de la matière végétale nécessaire au compostage et au paillage. De même, d'une manière indirecte, elle réduit considérablement la disponibilité du fumier par une raréfaction du bois de chauffe<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> La bouse de vache devient le courant combustible de cuisine

### 5.1.1.2.2. Les Techniques Ameliorees de Stockages Poste-recoltes (TASPR)

66% des répondants connaissent au moins trois (3) TASPR. Cette performance est largement plus importante que la donnée de base dans les nouveaux villages (10%) mais reste un peu plus faible que celle des anciens villages à la fin de BRI (70%). Globalement, une performance de 104% a été réalisée sur l'indicateur.

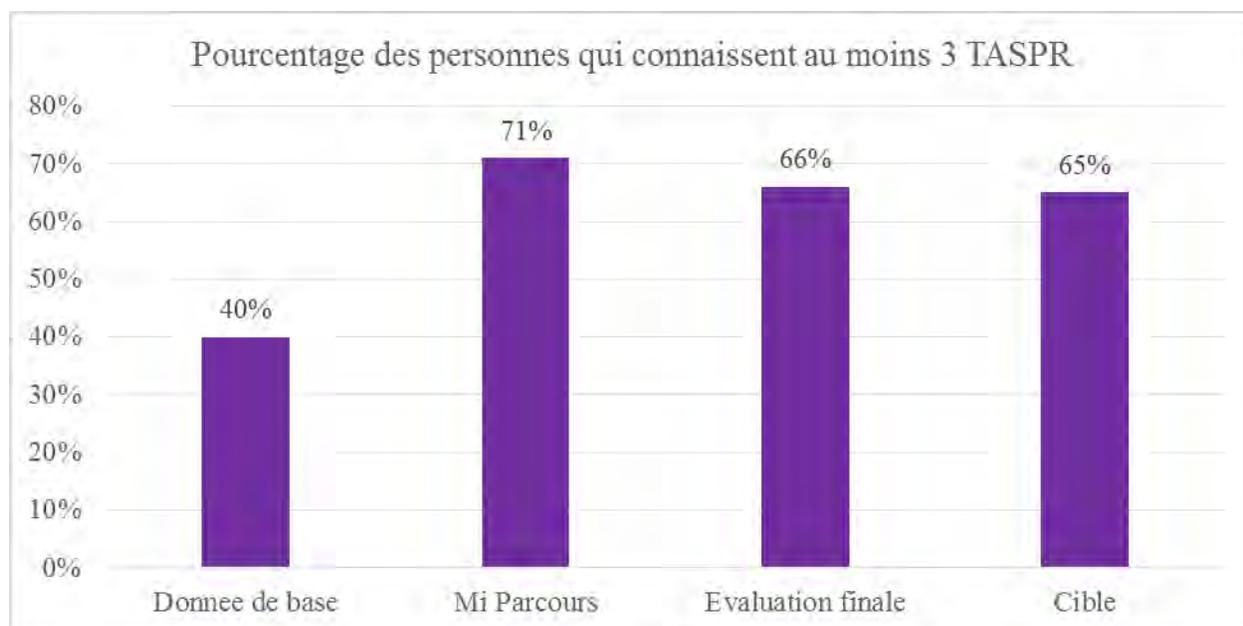
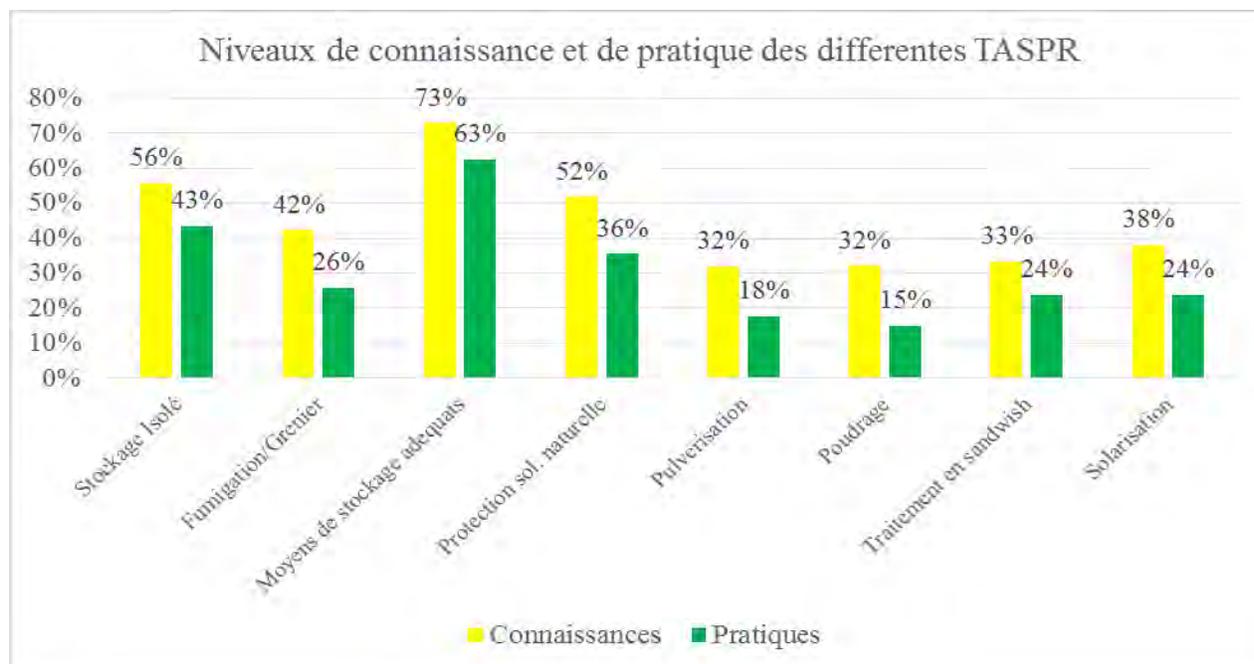


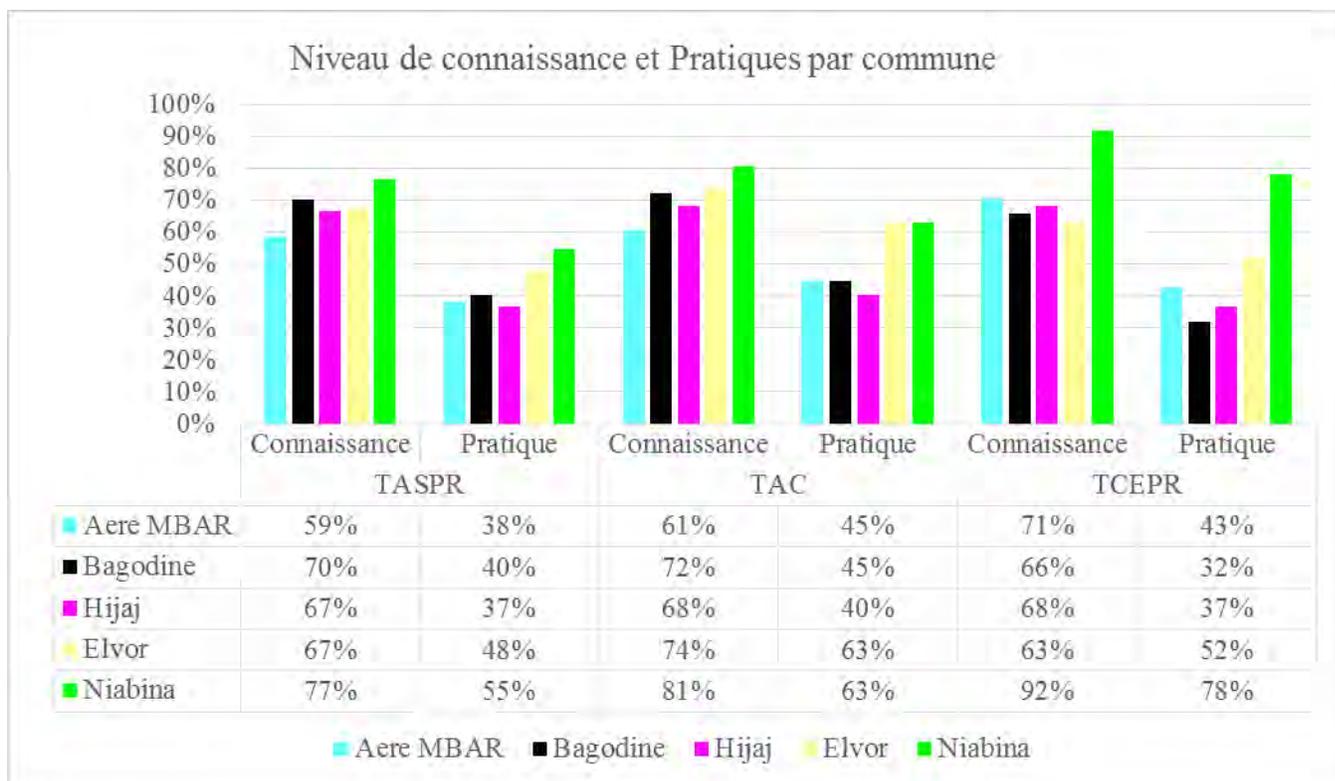
Figure 5: Pourcentage des personnes connaissant au moins 3 TASPR

Comme le montre la figure 6, les TASPR les plus connues sont l'usage des moyens de stockage adéquats (sacs à triple fonds, les bions, fut...), le stockage isolé, l'usage des produits naturels (nime, cendre...), la fumigation et la solarisation.



**Figure 6: Niveaux de pratiques des différentes TASPR**

De bonne performance ont été notées sur la technique de la solarisation. Le pourcentage de personnes qui la connaissent est passé de 1 à 7 entre la situation de référence et la période à mi-parcours. A la phase finale, la solarisation est connue par 38% des interlocuteurs. Cela est très important car la solarisation est une technique naturelle qui ne fait intervenir aucun produit chimique et ne demande in un investissement significatif ni une force physique pour la conduire. De même, elle s'adapte bien aux conditions semi-désertiques et très ensoleillées de la zone. La figure 7 ci-après compare les niveaux de connaissance et de pratiques entre les différentes communes.



**Figure 7: Niveaux des connaissances et pratiques par commune**

Globalement, c'est la commune de Niabina qui arrive en tête aussi bien pour les connaissances que pour les pratiques. Dans cette commune les performances vont de 55 (Pratique TASPR) à 92% (Connaissance TCEPR). La plus faible performance est enregistrée dans la pratique des TCEPR dans la commune de Bagodine.

Une bonne Amélioration a été notée dans la commune d'Aéré Mbar par rapport aux performances à mi-parcours. Le pourcentage des personnes connaissant au moins 3 TAC tout comme pour les TASPR y est passé de 52 à 61 et 59% respectivement. La figure 8 renseigne également sur l'évolution des niveaux de pratiques dans cette commune.

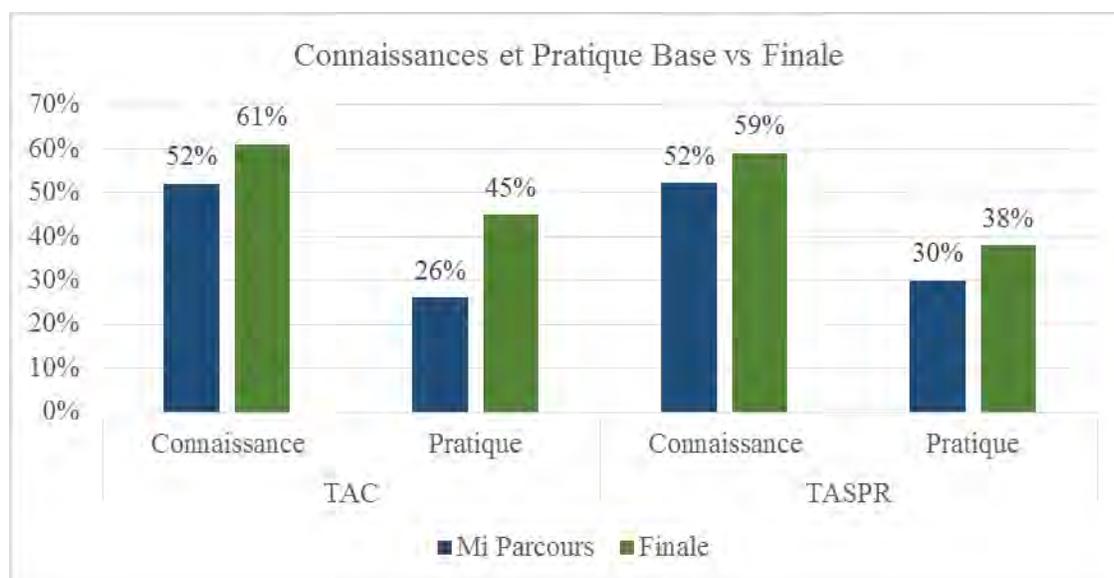


Figure 8: Evolution des connaissances et pratiques à Aéré Mbar

Il en est de même pour la commune d'Elvor où le pourcentage des personnes pratiquant au moins 3 TASP est passé de 38 à 48% sur la même période. Cette situation laisse apparaître l'impact des recommandations de la revue à mi-parcours sur le niveau d'atteinte des résultats.

## 5.1.2. OS 1: Les ménages vulnérables ont augmenté leurs actifs financiers

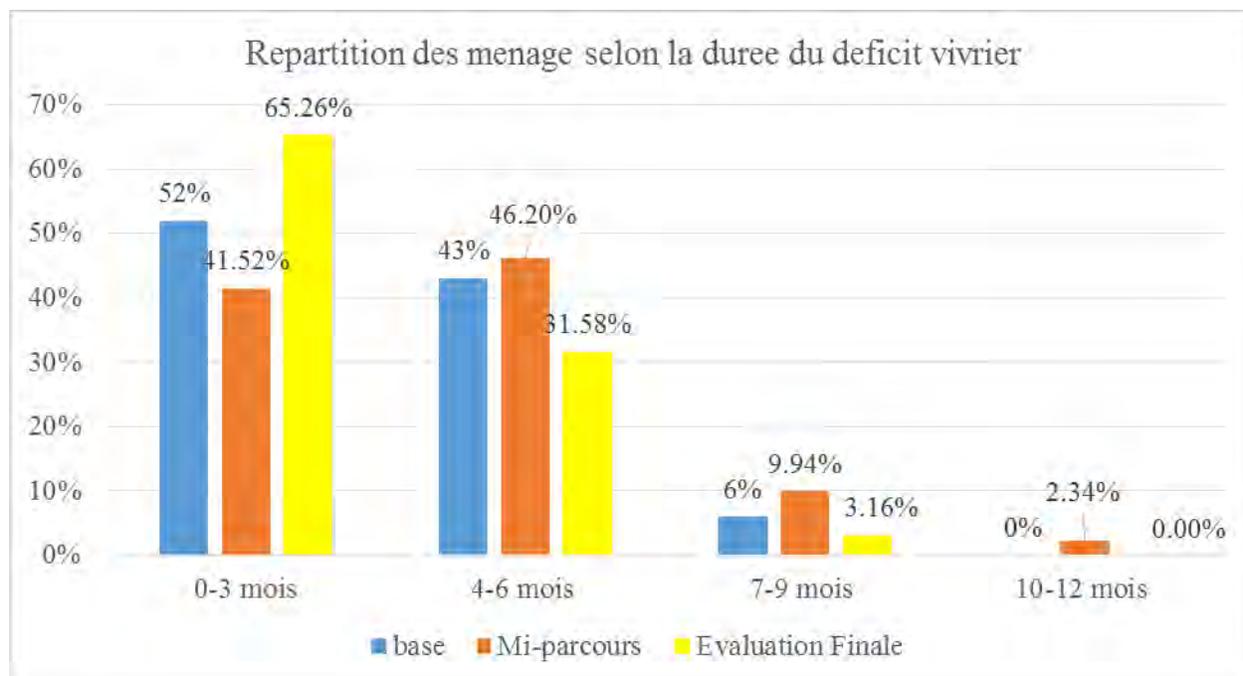
### 5.1.2.1. Couverture des besoins alimentaires

Le nombre moyen des mois au déficit alimentaire est passé de 4,9 à 4,1. Ainsi les jours ou les besoins alimentaires ne sont pas couverts dans l'année sont passés de 147 à 123.

Cette performance est restée statique depuis la période à mi-parcours. Toutefois, une analyse plus approfondie montre qu'entre cette dernière période et la fin du programme, le pourcentage des ménages ayant des difficultés pour satisfaire leurs besoins alimentaire sur une période de 10 à 12 mois est passé de 2,34 à 0% et ceux qui éprouvent ses difficultés sur 7 à 9 mois ont diminué 9,34 à 3,16%. De même, ceux qui ne rencontrent ses difficultés que sur un maximum de 3 mois ont augmenté de 42 à 65%. Cf. figure 9.

Pendant dernière semaine qui a précédé les présentes enquêtes, 55% des ménages ont pu manger suffisamment (3 repas par jours) pendant tous les 7 jours. 36 % ont connu des déficits alimentaires sur 5 à 6 jours et seul 8% n'ont pu se prendre en charge sur 3 jours au moins.

La figure ci-dessous compare la situation de base, celle à mi-parcours et la phase finale du programme selon la durée des périodes de déficit alimentaires.



**Figure 9 : Répartition des ménages selon la durée du déficit vivrier**

### 5.1.2.2. Restauration des moyens de subsistance

Entre la situation de base et la situation finale du programme, le pourcentage des personnes ayant vendu des actifs comme des semences ou du matériel pour acheter de la nourriture est passé de 21 à 11%. Seuls 38% ont renoncé à un traitement médical pour acheter de la nourriture contre 63% à la situation de base. De même, 50% des bénéficiaires ont procédé à la vente d'animaux pour acheter de la nourriture contre 58% à la situation de base. Le cheptel vendu est constitué de chèvre et de mouton jusqu'à hauteur de 44 et 40% respectivement.

En fin et seul un répondant parmi en échantillon de 380 bénéficiaires affirme avoir procédé à la vente/location de terres pour des fins vivrières.

### 5.1.2.3. Stratégies de survie

Les ménages bénéficiaires n'arrivent pas à couvrir convenablement leurs besoins alimentaires durant toute l'année, ils ont souvent eu recours à quelques stratégies de survie plus ou moins négatives pour mieux assurer les repas quotidiens.

Durant les 6 mois précédant les enquêtes, les stratégies de survie les plus adoptées sont : (1) manger des aliments moins appréciés et moins chers, (2) acheter des vivres à crédit et (3) emprunter de denrées.

Les ménages qui optent pour ces trois stratégies ont diminué de 27, 32 et 39%. Toutefois, force est de constater que toutes les stratégies ont diminué de modalité entre les deux périodes à l'exception de la vente de bien (bijoux, meubles, articles et matériel de cuisine, radio...) qui n'a cependant augmenté que de 8%. Cf figure 10.

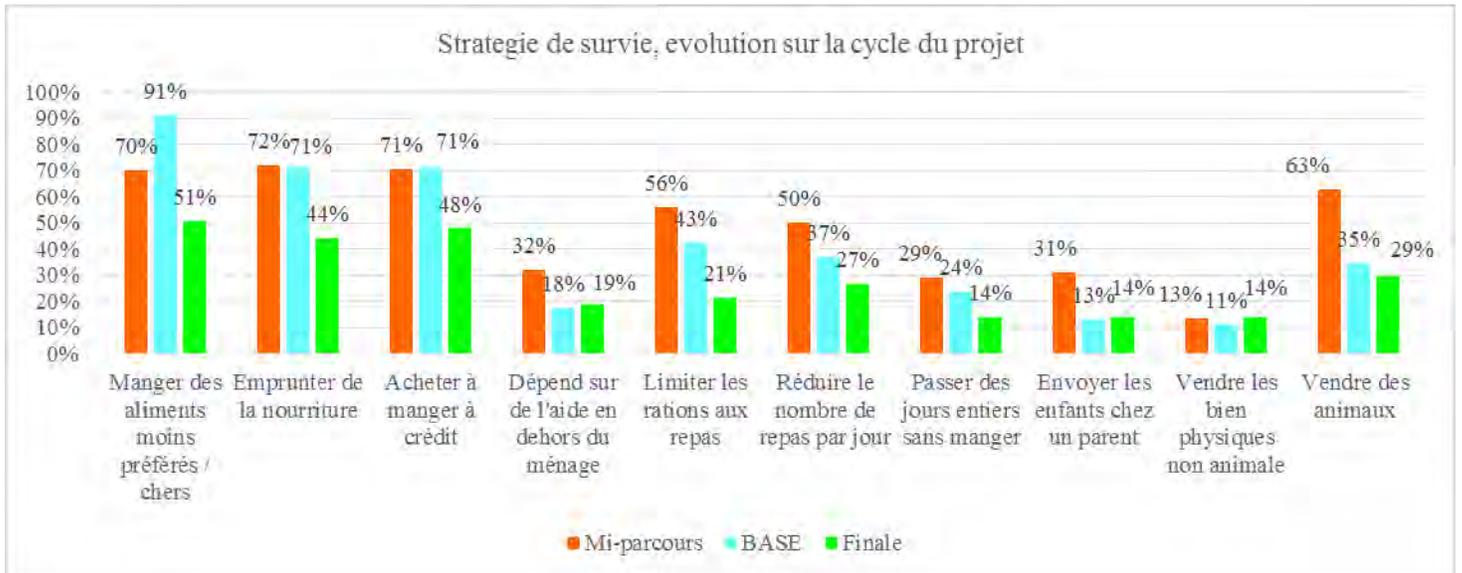


Figure 10: Evolution de la pratique des différentes stratégies de survie

### 5.1.3. Conclusion partielle

Dans l'ensemble, les enquêtes ont révélé une bonne amélioration du niveau de couverture des besoins alimentaires qui s'est accompagnée d'une diminution significative de l'adoption de stratégies de survie négatives.

En effet, le nombre de jours où les besoins alimentaires sont couverts a augmenté de 16% entre la situation de base et la période actuelle et les ménages ont de moins en moins recours à la réduction des quantités des repas, à la vente d'animaux, aux emprunts d'argent... etc.

Par ailleurs les connaissances et pratiques ont connu une bonne amélioration sur la durée du projet. De même, les résultats ont confirmé la pertinence de la stratégie de renforcement de capacités en montrant que plus les connaissances se développent, plus les communautés les appliquent dans leurs activités agro-pastorales. En outre, si les meilleures performances sont obtenues dans la commune de Niabina, il est important de noter que des avancées significatives ont été enregistrées dans la commune d'Aere Mbar, par rapport même à la situation de base où le faible niveau des connaissances et pratiques a été relevé.

## 5.2. Considérations qualitatives.

Cette synthèse est une note succincte sur l'ensemble des résultats donnant un aperçu bref des tendances en lien avec notre évaluation qualitative finale du programme IBRI. Elle portera sur les aspects liés à la satisfaction des bénéficiaires, la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact, la durabilité et la valeur ajoutée du projet. Aussi nous toucherons à l'analyse de la stratégie de mise en œuvre par activités, du ciblage mais aussi de mécanisme de suivi-évaluation, redevabilité et d'apprentissage. Enfin nous avons identifié des thèmes d'apprentissage susceptible de rentrer dans le cadre du Learning Agenda du CP Sénégal.

### **SATISFACTION DES BENEFICIAIRES :**

*Comment les bénéficiaires étaient satisfaits du programme IBRI ?*

Les différentes interviews avec les parties prenantes notamment les informateurs clés et les bénéficiaires montrent une satisfaction générale avec le programme. Les bénéfices immédiats dans les ménages des bénéficiaires étaient palpables à certains niveaux des différents objectifs stratégiques. Ceci inclus les activités de microfinance, de travail contre argent, de formation technique en agriculture et élevage et les foires qui ont été des acquis inestimables selon les bénéficiaires. Ces activités ont eu des changements positifs un tant soit peu sur la vie des bénéficiaires notamment les activités de microfinance (SILC) ont permis de diversifier les sources de revenu des femmes et de surcroît augmenter leur revenu. Les acquis des formations ont été utilisés dans les champs de même que certains matériels surtout quelques semences et les équipements de protection qui ont permis d'augmenter sensiblement la production agricole. Ce qui est confirmé par les mots d'une bénéficiaire membre SILC dans le village de El Menza :

*« Nous sommes toutes satisfaites des actions du programme, nous avons vraiment senti l'amélioration des conditions de vie des populations cibles, mais seuls Dieux peut régler tous les problèmes »*

Malgré une satisfaction globale partagée des bénéficiaires, il a été observé que certaines activités n'ont pas été satisfaisantes du tout, notamment l'élevage (cf. dessous analyse de la stratégie par activité) ou plus de 70% des bénéficiaires ont perdu les animaux, les foires aux semences et matériel agricole et foires aux petits ruminants où les bénéficiaires étaient obligés d'acheter certains équipements inadaptés, semences insuffisantes ne répondant pas toujours à leurs besoins, de même que les animaux a un prix souvent assez élevé par rapport à la normal au risque de perdre leur bons.

### **PERTINENCE :**

*Comment pertinents étaient les activités de programme et le ciblage des bénéficiaires, compte tenu des besoins de la population cible ?*

De notre rencontre avec les bénéficiaires nous avons vu que les deux grands secteurs a savoir i) l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire ainsi que ii) la Relance Economique et le système de marché répondaient parfaitement au besoin des bénéficiaires de même que les sous-secteurs en lien avec chaque composante. Cependant toutes les activités ne répondaient pas aux besoins cruciaux des bénéficiaires et du coup leur stratégie de mise en œuvre par rapport au contexte de la zone. De nos rencontres avec les bénéficiaires nous avons compris que les décisions sur la manière de répondre du programme IBRI aux besoins des bénéficiaires n'avaient pas été discutées et décidées ensemble avec les bénéficiaires. Pour preuve partout où nous avons été le premier besoin exprimé par les

bénéficiaires était le manque d'eau (ie l'eau pour la culture de contre saison, maraichage etc..) d'autant plus que la saison pluvieuse n'avait pas été bonne ces deux dernières années.

Et cela a beaucoup joué sur l'atteinte des objectives du programme notamment du point de vu augmentation de la production Agricole car le manque d'eau n'a pas permis du tout aux bénéficiaires de pratiquer la culture de contre saison, du coup beaucoup n'ont même pas utilisé les semences maraichères qui leurs ont été remises par le programme et même céréalière due à une pluviométrie assez mauvaise ces deux dernières années. Et même si certains l'ont utilisé pendant la saison des pluies les récoltes ne seront pas bonnes à causes des attaques acridiennes, insectes et oiseaux. D'où la difficulté de savoir si les semences sont de qualité. Ces mêmes effets se sont répercutés sur la production animal a cause du manque de fourages lié en partie au manque d'eau et les nombreux cas de décès (plus de 70% de cas). Ceci peut être illustré par les propos du Maire de El Bor :

*« L'agriculture irriguée ne concerne qu'une bande de notre zone, nous avons surtout besoin de l'agriculture non irriguée à partir des puits, puisards, canalisation etc... »*

Il faut aussi noter que les activités comme les foires a bon n'étaient pas aussi souvent adaptées. Même si le SILC a fait beaucoup de changement positif il faut reconnaître que la stratégie de remboursement avec intérêt ne répond pas trop au besoin du contexte du moment que les zones d'intervention sont islamiques donc habituées au système de prêt islamique. La mise en œuvre de habanaye nécessite plusieurs études pour mieux affiner la stratégie afin de l'adapter au contexte de la zone.

Afin le processus de ciblage communautaire nécessite beaucoup plus d'amélioration pour plus de transparence dans le choix des bénéficiaires. En effet une fois les critères définis de commun accord avec les communautés, le classement de vulnérabilité des bénéficiaires est laisse au libre choix des bénéficiaires eux même a travers la mise en place d'un comité villageois et aucune mesure n'est prise par l'équipe IBRI pour assurer le contrôle du choix ni la transparence de la sélection. Ainsi de notre passage nous avons remarqué que certains ménages n'ont pas été sélectionnés alors qu'il devrait l'être.

#### **EFFICACITE :**

*Dans quelle mesure les objectifs de l'action de développement ont été atteints, ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative ?*

De nos rencontres avec les communautés il ressort que toutes les activités programmées dans le document programme ont été exécutées au niveau des communautés. Les données qualitatives fournies nous montrent l'évidence d'une efficacité générale du programme. Plus de 80% de degré de réalisation, ceci reste à confirmer par les résultats des données quantitatives ! si d'une part le programme a été efficace alors qu'en est t-il de sa qualité ? la réponse a une telle se trouve dans l'analyse de la stratégie de mise en œuvre globale des activités ci-dessous !

#### **IMPACT :**

*Quels sont les effets induits de l'action sur la résilience des moyens d'existence des ménages cibles ?*

Ici nous entendons par effets induits l'ensemble des changements significatifs, positifs ou négatifs, attendus ou inattendus dans les conditions de vie ou sur la résilience des moyens d'existence des ménages vulnérables. De notre analyse de l'impact global du programme, nous pensons qu'au niveau

des secteurs stratégiques seul le sous secteur relance économique a eu des effets significatifs sur la vie des bénéficiaires. Ainsi de la synthèse des discussions avec les parties prenantes, nous pouvons retenir comme changements positifs les plus significatifs dus au programme IBRI tels que :

- La cohésion sociale : grâce au programme les bénéficiaires notamment les femmes estiment avoir été très rapprochés notamment dans le cadre de l'animation des groupes SILC. De même elle affirme avoir un temps entre elles afin de mieux discuter des problèmes familiaux et par la même occasion se donner de bons conseils afin de maintenir l'équilibre de leur foyer.
- Epargne / diversification des sources de revenu : a travers les groupements SILC, les femmes pensent qu'elles savent comment mieux épargner maintenant qu'avant et que grâce a ces épargnes elles arrivent à mener plus d'activités génératrices de revenu et donc à mieux diversifier leurs sources de revenu d'où une augmentation sensible de ce revenu. Ce qui a permis par la même occasion un meilleur développement des AGR dans les zones d'intervention du programme.
- Connaissances techniques : la majorité des bénéficiaires affirment avoir reçu une certaine connaissance technique après les différentes formations en techniques agricoles qu'ils ont vraiment mis en pratique et qui ont donné de très bons résultats. Les techniques agricoles les plus pratiquées à la suite des formations techniques sont les techniques culturales, les demi-lunes, la protection des récoltes, l'hygiène et la conservation des récoltes. Et ils estiment que ce sont des pratiques qui vont rester pendant longtemps. Et cela a beaucoup contribué à l'augmentation de la production des bénéficiaires qui avaient commencé a faire les premières récoltes.
- Résilience durant la période de soudure : toutes les communautés sont unanimes sur l'importance du CASH pendant la période de soudure, elles estiment que grâce aux CASH elles ont pu faire face et surmonter la période de soudure et même subvenir à certains besoins primordiaux. Ce qui illustre les propos de **quelqu'un** dans le village de Saada :

« S'il n'y avait pas le Cash cette année, il y en aurait des gens dans ce village qui allaient voler »

Cependant si d'une part nous évoquons ci-dessus des changements positives dus au programme, d'autre part certains changements négatifs inattendus ont été enregistrés dont :

- Changement de comportement : L'un des plus grands changements négatif a été l'instauration d'une mauvaise habitude et l'argent facile due au cash. Mauvaise habitude car les communautés n'ont qu'un seul reflex dans la tête celui de recevoir de l'argent a toute rencontre avec elles. Selon le coordinateur adjoint de IBRI a Caritas :

« Quand on convoque une réunion ou une rencontre les gens viennent avec l'idée de recevoir de l'argent, les communautés ont un seul reflex et viennent directement avec leur carte pour recevoir de l'argent, et si tel n'est pas le cas elles sont découragés et ne suivent même plus la suite des réunions »

Si aucune mesure n'est prise pour pallier cela dans les interventions futures, ce changement négatif de comportement des communautés consistera en une entrave aux projets de développement au profit de l'urgence. Ce qui peut mettre en péril les actions de développement futures.

**DURABILITE :**

*Comment les résultats du programme sont durables ? Quel est le niveau d'appropriation des acquis par les parties prenantes ? Et comment les utilisent-elles ?*

Le programme IBRI a investi significativement dans les secteurs de l'Agriculture & Sécurité Alimentaire et le Relèvement Economique des ménages dans la zone d'intervention. Cela a travers les activités en lien avec l'Agriculture, l'Elevage, la microfinance, les formations techniques, les foires a bon. Certaines de ces activités pourront probablement être durables dans le temps. Comme exemple d'activités susceptibles d'être durables peuvent être le groupement SILC avec l'épargne crédit (microfinance) et certaines formations pratiques comme les demi-lunes, le compostage, la protection des récoltes et de l'environnement etc..

Pour les groupements SILC, nous avons compris que les membres notamment les femmes se sont bien appropriées du processus avec une grande aisance. Et l'un des facteurs de durabilité est la contribution propre des femmes sans apport extérieur pour mettre en place un premier capital. Ainsi beaucoup de groupements avaient déjà bouclé un premier cycle et commencer un second cycle sans même l'appui de IBRI. Cependant même si nous pensons une continuation de ce processus nous pouvons tout de même émettre des craintes sur la durabilité des PSP, en effet tous les groupements que nous avons rencontré émettent des doutes sur la prise en charge du PSP une fois la fin de leur prise en charge par IBRI. Certains groupements n'étaient même pas au courant de la prise en charge de la prestation du PSP après IBRI. En plus, beaucoup de sensibilisation serait nécessaire pour adapter et faire accepter le système de prêt avec intérêt au contexte de la zone d'intervention.

De même pour les acquis des formations techniques, les bénéficiaires semblent maîtriser certaines techniques et les ont beaucoup pratiqué notamment les demi-lunes, le compostage et les techniques de protection des récoltes. Cependant un recyclage devrait être nécessaire pour plus de durabilité et de consolidation des acquis. En plus les bénéficiaires auront vraiment besoin d'avoir des supports traduits en langues locales sur les formations afin de pouvoir se recycler assez souvent sans l'appui de IBRI pour mieux pérenniser davantage les acquis.

*Quelles stratégies de retrait avaient été intégrées dans la conception de IBRI et quelles stratégies avaient été mises en œuvre ?*

Depuis la conception nous avons vu que IBRI a priorisé et incorporé une stratégie de retrait dans le document programme. Malheureusement cela ne fut pas le cas pour toutes les composantes et activités stratégiques du projet IBRI. Les axes stratégiques qui ont été privilégiés sont entre autres : le transfert des connaissances et des ressources, le partenariat, l'approche participative et enfin le habanaye. Donc a part le habanaye aucune autre composante et/ou activité stratégique ne disposent d'une stratégie de retrait. De nos discussions avec les bénéficiaires et les partenaires, il ressort que cette stratégie n'a pas été partagée et encore moins un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie de retrait après IBRI. Ni un plan d'action de retrait pour Habanaye et encore moins pour les autres activités stratégiques.

**ANALYSE DE LA STRATEGIE IBRI :**

Cette analyse portera sur les forces, les faiblesses, les challenges et les perspectives de chaque activité stratégique par sous secteur ainsi que le ciblage, le MEAL spécialement le volet Accountabilty and Learning, le partenariat et la coordination

**Secteur 1 : Agriculture et Sécurité Alimentaire****Sous-secteur 1 : Elevage**

Pour le sous secteur élevage, notre analyse a porte surtout la foire à bétail et Habanaye.

**Habanaye et foire a bétail :**

La stratégie Habanaye semblent être bien comprise par les bénéficiaires et très bien appréciée même car la tendance dans la zone reste l'élevage et l'agriculture. Même pour le fait de céder leur seconde mise-bas aux autres bénéficiaires. Mais sauf que depuis le démarrage du projet cette activité n'a pas bien marché. De nos discussions en groupe nous avons rencontré un seul bénéficiaire qui avait cédé son agneau sinon la majorité plus de 70% des bénéficiaires avaient déjà perdu les animaux. Ceux qui disposent encore les leurs nous affirment n'ayant pas de naissance jusqu'à présent. En approfondissant un peu la question avec les bénéficiaires, il ressort que la cause principale de ce taux de décès élevé serait dû à la période d'octroi des animaux qui n'était pas du tout propice. Un moment de saison sèche pas favorable à l'élevage des petits ruminants où il n'y avait pas d'eau, les animaux n'étaient pas bien portant, difficile d'avoir de l'aliment bétail et beaucoup de maladies du moment que les ménages n'avaient pas les moyens adéquats pour mieux s'occuper des animaux. En plus il y a eu beaucoup d'avortement et le manque ou l'insuffisance de béliers pour les brebis octroyées.

De même pour les foires, si d'une part une partie de la population l'avait approuvé, certains bénéficiaires pensent qui serait mieux de revoir la stratégie afin de mieux l'adapter a leur contexte. L'appréciation majeure a ce niveau était le fait que les animaux proposés répondaient en partie a leur besoin et que les animaux présentés étaient bien portant avec embonpoint acceptable. Cependant la difficulté majeure évoquée par les bénéficiaires tournait autour du prix des animaux par rapport a la moyenne, certains trouvant le prix assez élevé. Aussi une majorité de bénéficiaires se sont plaints par rapport au transport pour le lieu du stage et d'autres un nombre non moins important pensent qu'il faut revoir la stratégie dans le sens qu'ils seraient libres de ne pas choisir le bétail qui ne leur convient au risque de perdre le bon. Et du coup obligé de choisir malgré eux.

A l'avenir il serait mieux de prendre le temps de mieux réfléchir sur la stratégie de mise en œuvre des foires mais aussi le Habanaye. Si possible faire une étude complète sur les deux stratégies et même sur le sous-secteur Elevage. Mettre en place carrément un comité villageois pour le suivi des animaux, le processus de naissance et le suivi des bénéficiaires suivants. Diversifier les consultants vétérinaires pour le suivi des animaux. Enfin choisir un moment idéal et propice à l'élevage où les animaux sont bien portant et la nourriture disponible.

**Sous-secteur 2 : Amélioration de la production agricole / Sécurité alimentaire**

Pour ce sous-secteur nous avons mis l'accent sur les foires agricoles, les formations techniques et les masters Farmer

**Foire Agricole :**

Les appréciations sur les foires agricoles ne diffèrent pas trop de celles des foires a bétail, en effet une grande majorité des bénéficiaires pensent que les semences et les matériels proposés répondaient en

partie à leur besoin sauf que les semences et matériels n'étaient pas suffisants. En plus, beaucoup de fournisseurs n'avaient pas honoré les engagements sur les fournisseurs de semence a tel enseigne que dans certaines zones les semences ont été remplacées par l'aliment bétail. Ce qui a joué sur l'utilisation future des semences et du coup sur la production des bénéficiaires.

Encore comme difficulté majeure évoquée c'était surtout l'emplacement du site qui n'était pas approprié et la distribution des coupons souvent le jour même de la foire. L'un des plus grands avantages des foires agricoles a été de permettre de faire un choix et de diversifier ce choix en fonction de leur contexte. Aussi beaucoup de fournisseurs étaient locaux, ce qui a boosté un peu l'économie locale de la zone. Cependant il serait difficile de confirmer que les semences reçues ont permis d'augmenter la productivité des ménages du moment que beaucoup de récoltes avaient été détruites et que beaucoup de ménages n'avaient pas aussi utilisé leurs semences et nous confirmer de leur qualité. Mais l'étude quantitative pourra nous donner d'amples informations sur l'augmentation de la production due à la qualité des semences. La recommandation majeure a ce niveau est chercher à identifier les bons fournisseurs capables de fournir le maximum de variété de produits et a quantité suffisante.

#### *Formations techniques et Master Farmer :*

L'une des activités les plus appréciées par les bénéficiaires a été la formation technique. De nos rencontres avec les principaux bénéficiaires, la majorité estime avoir reçu une certaine connaissance technique agricoles qu'ils ont vraiment mise en pratique et qui ont donné de très bons résultats. Les techniques agricoles les plus appréciées et pratiquées à la suite des formations techniques sont les techniques culturales, les demi-lunes, la protection des récoltes, l'hygiène et la conservation des récoltes. Et nous pensons aussi bien qu'une telle formation est toujours bonne dans la construction des actifs de subsistance car elle montre dans la pratique le problème auquel les bénéficiaires font face tous les jours et propose des solutions concrètes.

Cependant nous pensons que pour améliorer davantage la stratégie de mise en œuvre des formations techniques, il serait mieux de former les bénéficiaires par centre d'intérêt en fonction des différentes thématiques. Cela pourrait mieux concentrer les efforts du programme et mieux approfondir les thèmes avec plus de faire plus de pratique qui n'avait pas été le cas. Aussi dans la mesure du possible, traduire les documents techniques de la formation en langue local pour permettre aux bénéficiaires de mieux assimiler les formations et de pouvoir l'utiliser même en l'absence de IBRI.

De même que pour les Master Farmer, une activité aussi importante pour les bénéficiaires mais dont la pérennité serait menacée du moment que les moyens ne suivent pas après IBRI ainsi que la difficulté de trouver les personnes ressources et leur recyclage continu. L'idéal serait toujours de trouver une personne ressource auprès des bénéficiaires et en moyenne un Master Farmer pour trois villages. Enfin les mettre en relation avec les services techniques pour un coaching et recyclage continus.

#### *Secteur 2 : Relance Economique et Système de Marche*

##### *Sous-secteur 2.1-2'3 : Restauration des moyens d'existence et Emploi temporaire*

Pour ce sous secteur, la seule activité stratégique serait le cash et notre analyse a porté sur les cash for training et en même temps le cash for work.

#### *Cash for training and Cash for work :*

S'il y'a une activité où tous les bénéficiaires ont unanimement apprécié dans ce programme fut le cash, surtout la période de distribution des cash était très bénéfique pour les bénéficiaires, car c'était une période de soudure où les ménages étaient vraiment dans le besoin et donc primordial a cette période. Tous estiment que grâce aux CASH elles ont pu faire face et surmonter la période de soudure et même subvenir à certains besoins primordiaux. Ce qui nous a amené à analyser davantage l'utilisation des cash après réception. Il s'avère que dans tous les villages où nous avons discuté avec les bénéficiaires, la première utilisation du cash serait la redistribution, ce qui diminue encore le montant distribué par bénéficiaire. Ceci est illustré par les propos d'un Master Farmer du village de Saada :

*« Certes le projet nous a demandé de catégoriser, on le fait, mais si l'argent arrive c'est pour tout le village » et de poursuivre lorsque nous voulions savoir les cas de refus, « celui qui refuse de partager sera renié et on ne l'appelle plus pour les activités sociales et la communauté ne lui sera plus solidaire »*

L'autre seconde utilisation du cash serait les dépenses alimentaires malgré que le montant redistribué ne suffit plus à satisfaire tous les besoins. Ce qui remet en cause la première hypothèse avancée par IBRI notamment basée sur le fait de distribuer deux fois le cash for training afin de pouvoir combler d'autres besoins des ménages qui ne seraient pas que alimentaires en fonction du nombre de distribution, le montant et la période etc... Ainsi à l'avenir il serait intéressant de faire un PDM juste après les distributions afin de faire une analyse complète de l'utilisation faite du cash.

Cependant même si le cash a été l'une des activités les plus aimée, il serait bien de noter que son impact positif est vraiment éphémère, du coup ne rentre pas dans le cadre des activités a forte durabilité dans la mise en œuvre de ce projet. De plus, contrairement a ce qu'on pense généralement, bien vrai que le cash fut accepté de tous surtout les bénéficiaires, nous avons remarqué à travers nos différentes discussions avec les autres parties prenantes que le cash a instauré une très grande mauvaise habitude au niveau des communautés : *l'argent facile et un seul reflex dans la tête celui de recevoir de l'argent a toute les rencontres.*

*De ce fait, si aucune mesure n'est prise pour pallier cela dans les interventions futures, ce changement négatif de comportement des communautés consistera en une entrave aux projets de développement au profil de l'urgence. Ce qui pourrait mettre en péril les actions de développement futures*

### *Sous-secteur 2.2 : Microfinance*

#### *Groupement SILC :*

Le SILC a été un concept nouveau introduit par IBRI de même que les foires et Habanaye. A la seule différence que le SILC a eu des résultats escomptés plausibles. La stratégie a été vraiment appréciée dans son ensemble a part que certains groupements ont mis l'accent sur l'aspect de remboursement des prêts avec intérêt du moment que la zone est fortement islamisée. L'aspect le plus appréciable dans cette stratégie SILC est sa démarche un peu différente des tontines habituels notamment sa souplesse dans la construction des groupes, l'organisation et enfin la souplesse des prêts. Souplesse dans la mise en place du groupe dans ce sens que les membres sont libres de se choisir en fonction de leur centre d'intérêt. Souplesse dans l'organisation et le renouvellement des groupes d'un cycle a un autre, de plus le risque d'exclusion est très lent sinon inexistant par rapport a la tontine traditionnelle. Enfin souplesse et flexibilité dans les cotisations et les prêt dans la mesure où aucun montant n'est fixé en avance et l'octroi des prêts se fait librement en hauteur de la contribution de tout un chacun.

Comme avantages majeurs, les femmes pensent qu'il y a eu plus de cohésion sociale à travers un grand rapprochement entre elle et de pouvoir mieux discuter des problèmes familiaux et par la même occasion se donner de bons conseils afin de maintenir l'équilibre de leur foyer. Elles savent comment mieux épargner maintenant qu'avant et grâce à ces épargnes elles arrivent à mener plus d'activités génératrices de revenu et donc à mieux diversifier leurs sources de revenu d'où une augmentation sensible de ce revenu. Ce qui a permis par la même occasion un meilleur développement des AGR dans les zones d'intervention du programme et du coup l'augmentation de leur revenu d'une part. Mais la question que l'on se pose est de savoir comment le revenu est – il utilisé ? est-il individuel ou a un effet sur tout le ménage ?

Cependant même si la stratégie a bien marché, elle nécessite une certaine correction afin de mieux l'adapter au contexte et de l'améliorer davantage. Le premier changement à apporter serait de revoir le renforcement de capacité des comités de gestion des groupes ou certains membre clés pour plus de pérennité du moment que beaucoup de groupes ne seraient pas prêts à subvenir aux charges du PSP après le retrait de IBRI. Il serait aussi intéressant d'aider les membres à identifier des opportunités d'AGR adaptées. Le principe du taux d'intérêt n'est pas trop adapté au contexte, alors revoir la possibilité d'une solution de rechange.

#### **CIBLAGE :**

Le processus de ciblage a été bien apprécié par les bénéficiaires, elle était basée sur un ciblage communautaire à travers la mise en place d'un seul comité villageois chargé de classer les bénéficiaires en trois catégories par ordre de vulnérabilité. Cependant nous pensons que ce ciblage communautaire nécessite beaucoup plus d'amélioration pour plus de transparence dans le choix des bénéficiaires. En effet une fois les critères définis de commun accord avec les communautés, le classement de vulnérabilité des bénéficiaires est laissé au libre choix des bénéficiaires eux même à travers le comité villageois et aucune mesure n'est prise par l'équipe IBRI pour assurer le contrôle du choix ni de la transparence de la sélection. Ainsi de notre passage nous avons remarqué que certains ménages n'ont pas été sélectionnés alors qu'il devrait l'être et souvent d'autres carrément oublié.

Ainsi à l'avenir nous proposons d'augmenter le nombre de comité villageois en tenant compte de la diversité et de la stratification communautaire (Homme, femme, jeune et vieux etc..), de comparer les résultats des différents comités et enfin de comparer les résultats de ce ciblage communautaire à un ciblage informatique mis en œuvre par le programme IBRI.

#### **MONITORING & EVALUATION :**

Le programme IBRI a fait un très bon travail en matière de M&E en mettant en place un bon système de suivi-évaluation avec la participation de Caritas. Un système qui a permis de mesurer à tout moment l'état d'avancement du projet à la situation de base, à mi-parcours et finale et bien documentés. Cependant il s'est beaucoup plus focalisé sur les indicateurs quantitatifs que qualitatives. Et surtout ceux définis dans les documents de projet qui n'a donc pas permis au projet de mettre l'accent sur le suivi de la qualité du programme en temps opportun. En mettant l'accent sur le suivi systématique de la qualité, en plus de la documentation continue de ce qui a marché bien ou pas tout en prenant en compte les leçons en cours de mise en œuvre pouvaient permettre de corriger ou améliorer la réussite et la durabilité de beaucoup d'activités comme le Habanaye, les foires etc..

**REDEVABILITE ET APPRENTISSAGE :**

*Dans quelle mesure les parties prenantes ont-ils été impliqués dans la mise en œuvre de IBRI ? avons-nous été transparents ? quel a été le degré de participation des participations et de retour d'information des bénéficiaires ?*

Depuis un certain nombre d'années, CRS a intégré dans son système de S&E, la composante redevabilité et apprentissage pour plus de participation, d'implication, de transparence et de feedback vis à vis de toutes les parties prenantes à la mise en œuvre des interventions. Cela pour une meilleure appropriation et de responsabilisation de toutes les parties prenantes. Sa mise en œuvre passe donc par la mise en place d'un mécanisme de feedback approprié, la définition des indicateurs de succès avec les bénéficiaires et le partage régulier des rapports d'avancement et d'évaluation avec les parties prenantes tout en recevant leurs feedbacks. Cependant, s'il y a une composante qui n'a pas bien marché durant la mise en œuvre de IBRI c'est surtout le volet redevabilité et apprentissage. IBRI dans sa démarche a essayé de mettre en place un mécanisme de feedback qui malheureusement n'a pas été assez sinon carrément pas utilisé par les bénéficiaires. Ce dispositif était la ligne verte. Seuls quelques bénéficiaires appelaient de temps en temps l'équipe IBRI et même cela a travers leur numéro mais pas celui du système de feedback du moment qu'ils avaient l'habitude d'appeler les membres de l'équipe depuis le démarrage du projet.

*La question à se poser était de savoir si le mécanisme mis en place était-il approprié et adapté ?*

Malheureusement de l'avis des parties prenantes il n'était pas du tout approprié pour des raisons sous évoquée :

- ✓ Retard dans sa mise en œuvre,
- ✓ Manque de participation dans sa mise en œuvre : IBRI n'a pas pris le temps de discuter avec les bénéficiaires afin de définir le canal approprié de feedback,
- ✓ Manque de communication : IBRI n'a pas pris assez de temps pour expliquer et communiquer davantage sur le dispositif de feedback.

Pour preuve plus de 60% des bénéficiaires dans les focus group n'étaient pas au courant de l'existence d'un mécanisme formel de feedback. A plus forte raison de l'utiliser et d'avoir une réponse adéquate de la part de l'équipe IBRI.

Mis a part le mécanisme de feedback, il faut aussi noter que la synthèse des principaux résultats et recommandations des différents rapports trimestriels et même de l'évaluation n'ont pas été partagés ni discutés avec les principaux bénéficiaires et surtout a un langage qui leur est adapté pour recevoir leur retour. S'il y a eu partage c'était surtout les rapports trimestriels avec quelques partenaires clés de mise en œuvre notamment les préfets, les maires et directions techniques de l'agriculture. En adoptant cette démarche, ça aurait pu améliorer beaucoup la mise en œuvre en cours, d'adapter la stratégie de certaines activités et d'affiner la stratégie de retrait du programme.

**COORDINATION ET PARTENARIAT :**

*Dans quelle mesure IBRI a coordonné avec les autres acteurs de mise en œuvre Caritas, le gouvernement, les autres programmes de sécurité alimentaire et humanitaire etc.. ?*

De l'évaluation finale nous avons remarqué un exemple de bonne collaboration avec les autres parties prenantes, notamment le gouvernement avec ses démembrés dont les mairies et les préfectures. Mais surtout l'un des meilleurs exemples de collaboration avec le gouvernement fut l'implication des services techniques dans les activités de formation et qui a été un rendez – vous mutuel de donner et de recevoir. Beaucoup d'agents techniques participants aux formations techniques ont beaucoup appris et améliorer certaines pratiques qui pourrait bien servir le gouvernement et même les autres partenaires. Cependant nous avons aussi remarqué une collaboration timide avec les autres programmes du même secteur comme les autres ONGs internationales. Cette collaboration n'était pas trop visible, elle fut vraiment ponctuelle et souvent au besoin. IBRI était vraiment inexistant dans les cadres de concertation entre différents partenaires du même secteur.

Du point de vue partenariat direct avec Caritas, nous avons noté une très bonne collaboration basée sur le respect mutuel et un appui technique très important. Les réunions de coordination ont été un grand succès dans la mise en œuvre du projet. Cependant la seule difficulté mais non moins importante et qui mettait souvent en retard la mise en œuvre du projet fut le retard dans le virement des fonds. Caritas déplore vraiment les retards de virement des fonds qui leur avait empêché un moment donné d'atteindre certains objectifs à temps opportun.

#### **COUNTRY PROGRAM LEARNING AGENDA :**

*Qu'avons-nous appris comme thématique intéressante à approfondir davantage pour améliorer la mise en œuvre de nos interventions futures ?*

Au cours de cette évaluation, nous avons identifié des aspects très intéressants qui pourrait nous amener à faire des recherches spécifiques en vue d'un meilleur apprentissage dans la mise en œuvre des projets futurs. Ces thématiques pourraient bien servir le CP dans la mise en œuvre de l'agenda d'apprentissage dans le cadre du MEAL. Parmi ces thématiques nous pouvons citer :

- ✓ *La stratégie Habanaye : nous avons compris que le programme IBRI avait fondé beaucoup d'espoir sur cette stratégie mais malheureusement cela ne fut pas un succès du moment que 70% des bénéficiaires rencontrés avaient perdu leur bétail. Nous avons tenté de donner une première réponse mais n'empêche il serait intéressant de faire recherche approfondie sur cette stratégie afin qu'elle soit un succès pour les interventions futures d'autant plus que la zone d'intervention est une zone d'élevage par excellence.*
- ✓ *Le Cash : le premier postulat de base de IBRI était de faire deux distributions de cash au lieu de la pratique habituelle de trois distributions afin que les ménages puissent effectuer d'autres dépenses qui ne seraient pas que alimentaires en fonction du nombre de distribution, le montant et la période etc . Malheureusement cela ne fut pas le cas, alors comme thématique de recherche et d'apprentissage nous suggérons de faire une étude sur les effets du nombre de distribution de cash sur le statut nutritionnel et l'utilisation. Il s'agira donc de faire une étude comparative entre les effets d'une distribution normale de trois fois et celle de deux fois sur le statut nutritionnel et l'utilisation du cash dans les deux cas.*
- ✓ *Le SILC : Malgré que cela fut un grand succès, mais nous pensons qu'un aspect mérite notre attention notamment le système de prêt c'est à dire le principe du taux d'intérêt n'est pas trop adapté au contexte, alors une recherche spéciale serait nécessaire pour une meilleure solution de rechange.*

- ✓ Le ciblage : le processus de ciblage communautaire nécessite beaucoup plus de recherche pour plus de transparence dans le choix des bénéficiaires. En effet une fois les critères définis de commun accord avec les communautés, le classement de vulnérabilité des bénéficiaires est laissé au libre choix des bénéficiaires eux même a travers la mise en place d'un comite villageois et aucune mesure n'est prise par l'équipe IBRI pour assurer le contrôle du choix ni la transparence de la sélection.